



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VITRÉ COMMUNAUTÉ

16 bis Boulevard des Rochers

BP 20613

35506 Vitré













**Fourniture de véhicules d'occasion pour les services de Vitré
Communauté**

Date et heure limites de réception des offres :

27 juin 2025 à 12:00

Consultation n°25VC092

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture de véhicules d'occasion pour les services de Vitré Communauté
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché ordinaire
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	90 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	30 jours maximum (délai de livraison du véhicule)
	Négociation	Éventuelle

SOMMAIRE

1. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme du contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 – Nomenclature européenne.....	4
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
3.1 - Durée du contrat.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 - Documents à produire pour la candidature	7
5.2 – Contenu du dossier d’offre	8
6. CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
7.1 - Analyse des offres.....	11
7.2 - Analyse des candidatures	11
7.3 – Négociation éventuelle	12
7.4 – Attribution des marchés	12
8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	13
8.1 - Adresses complémentaires et points de contact	13
8.2 - Langue.....	14
8.3 - Procédures de recours	14

1. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture de deux véhicules d'occasion pour les services de Vitré Communauté.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation applicable est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation sont réparties en deux lots (un lot / véhicule) ;

Lot	Intitulé
1	Fourniture d'un véhicule électrique d'occasion de moins de 40 000 km de type berline 2 volumes pour les Services de Vitré Communauté
2	Fourniture d'un véhicule utilitaire d'occasion de moins de 80 000 km pour le Service Information jeunesse de Vitré Communauté

Chaque lot fera l'objet d'un marché attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de remettre des offres pour un seul ou pour plusieurs lots. Chaque candidat est ainsi libre de présenter une offre pour autant de lots qu'il le souhaite.

Il est rappelé que rien n'interdit au pouvoir adjudicateur d'attribuer l'ensemble des lots à un seul et même soumissionnaire.

1.5 – Nomenclature européenne

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34100000-8	Véhicules à moteur
34144900-7	Véhicules électriques
34144700-5	Véhicules utilitaires

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres ou à compter de la date limite de réception des offres finales en cas de négociation.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, Vitré Communauté pourra demander, par écrit, aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation, notifiée par écrit, lesdits soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à échéance de ce nouveau délai.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement dans le cadre de la présente consultation.

Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Les candidats peuvent soumettre une offre comportant des variantes afin de proposer un véhicule dont les caractéristiques diffèrent légèrement de celles prévues à l'article 19 du CCP. Les exigences minimales suivantes devront toutefois être respectées :

Lots concernés	Exigences minimales détaillées :
Tous les lots	<ul style="list-style-type: none">- Les caractéristiques du véhicule proposé doivent être très proches des caractéristiques techniques minimales indiquées à l'article 19 du CCP.- La couleur de la carrosserie doit être respectée.- Le véhicule proposé doit être d'occasion.- L'acquisition du véhicule ne peut être remplacée par une location ou par tout autre mode de mise à disposition ne conférant pas à l'acheteur la pleine propriété du bien.
Lot 1	- Le véhicule proposé doit être électrique
Lot 2	- Le véhicule proposé doit être thermique

3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 - Durée du contrat

La durée du marché est identique au délai d'exécution.

Le délai de livraison du véhicule est laissé à l'initiative du candidat qui devra le préciser au sein de la fiche « détail de l'offre », sans toutefois dépasser les plafonds indiqués à l'article 3 du CCP.

Le véhicule sera livré et immatriculé et l'ensemble des démarches de mise en circulation assurées par le prestataire jusqu'à l'obtention de la carte grise définitive, y compris les plaques d'immatriculation le cas échéant.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les marchés faisant l'objet de la consultation sont financés par Vitré Communauté au moyen de ses ressources propres, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité, ou de participation publiques ou privées.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;

- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- La fiche « Détail de l'offre ».

Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique :

Conformément à l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, Vitré Communauté met à gratuitement disposition le dossier de consultation, par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération **25VC092**.

Afin d'être au mieux informé des réponses aux questions posées, le téléchargement des pièces de la consultation avec un compte utilisateur sur la plateforme de Mégalis Bretagne est vivement conseillé.

A ce titre, une attention particulière est demandée aux entreprises quant à l'adresse mail utilisée et renseignée sur le profil d'acheteur. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... autant de paramètres qui pourraient nuire à leur bonne information.

De même, l'attention des candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises est attirée sur le fait qu'ils doivent avoir complété le formulaire de demande de renseignements disponible sur la plateforme Mégalis Bretagne pour être informés en cas de modification de la consultation.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ne sera honorée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Modifications majeures du dossier de consultation :

Conformément à l'article R. 2151-4 2° du Code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur prolonge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de dix jours francs entre l'information qui leur est faite de la modification et la date limite de réception des offres.

Modifications mineures du dossier de consultation :

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard cinq jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée pendant l'étude du dossier par les candidats, les dispositions du précédent alinéa s'appliquent en fonction de cette nouvelle date.

5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO (€).

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, à **l'examen des offres avant celui des candidatures**. Dès lors, l'acheteur ne procède, pour chaque lot, à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente mise en concurrence et qui demeurent valables. Obligation leur est faite d'indiquer précisément les références de la consultation correspondante (objet et date limite de remise des offres). Le candidat ne pourra se prévaloir d'un quelconque manquement du pouvoir adjudicateur en cas d'insuffisance des informations transmises.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du même code, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement (UE) 2016/7 du 6 janvier 2016, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ted.europa.eu/fr/simap/european-single-procurement-document> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

En application de l'article R. 2144-7 du même code, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

5.1 - Documents à produire pour la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Documents	Libellés
-----------	----------

Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature, habilitation du mandataire par ses cotraitants (modèle disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration sur l'honneur	<p>Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet de l'une des interdictions de soumissionner définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.</p> <p>La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur (lettre de candidature DC1 ci-jointe sur laquelle le candidat veillera à cocher la case F1).</p>
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (modèle disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)

Le candidat fournira, en outre, un document daté et signé relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à l'engager.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent **au choix** : **soit** les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **soit** le Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement (UE) 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des adresses suivantes : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> OU <https://ec.europa.eu/tools/espd/>

Le cas échéant, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières du ou des autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit concernant ce ou ces opérateurs les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités d'un opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit dudit opérateur.

5.2 – Contenu du dossier d'offre

L'offre du soumissionnaire doit *a minima* comporter les pièces suivantes :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et son annexe au format Word (.docx / .doc)
La fiche « détail de l'offre » dûment complétée (descriptif technique du véhicule, disponibilité du véhicule, durée et contenu garantie, montant HT et TTC, reprise d'un ancien véhicule de la collectivité)
La fiche technique correspondant à chaque véhicule proposé par le candidat
Une description du SAV : Nombre de points de SAV, délai d'intervention et de prise en charge d'un véhicule, situations et éléments couverts par la garantie d'après-vente

N.B. : Le CCP fait partie intégrante de l'offre et n'a pas à être remis par les candidats.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Toute offre transmise hors délais sera considérée comme irrégulière. Cette irrégularité ne sera pas régularisable.

Seule la transmission sur le profil acheteur Megalis Bretagne est autorisée. Aucune offre papier ne peut être acceptée en application des articles R2132-7 à R2132-14 du code de la commande publique.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (adresse URL : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>).

Il est précisé qu'au stade de dépôt de l'offre, le pouvoir adjudicateur n'exige pas que les pièces à remettre par le candidat et pour lesquelles une signature est requise (suivant les indications de l'article relatif aux documents à produire du présent règlement), en particulier l'acte d'engagement, soient signées.

La signature électronique du marché public intervient à l'achèvement de la procédure.

Le candidat retenu, ainsi que ses co-traitants et / ou sous-traitants, s'engage(nt) à s'équiper d'un certificat électronique et à signer électroniquement, au plus tard lors de l'attribution, les pièces du marché conformément aux tableaux de l'article 5 et aux dispositions du présent article relatif aux conditions d'envoi et de remise des offres.

6.1 - Transmission électronique



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat et pour un même lot, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par courrier, par pli recommandé avec avis de réception et devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Vitré Communauté
Direction des Affaires Juridiques, des Assemblées et de la Commande Publique
Service de la commande publique
16 bis boulevard des rochers
BP 20613
35506 Vitré

ou remis contre récépissé dans les mêmes conditions à :

Vitré Communauté
Direction des Affaires Juridiques, des Assemblées et de la Commande Publique
Service de la commande publique
16 bis boulevard des Rochers
35506 Vitré

et ce, aux heures suivantes : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Formats électroniques des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Format de signature électronique

La signature électronique des pièces du marché est privilégiée. Néanmoins, en cas d'impossibilité pour l'attributaire de signer électroniquement, il sera admis que la signature soit manuscrite.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). **Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 - Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Pour le lot 1, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère (lot 1)	Pondération
1 - Prix (véhicule + frais annexes)	50.0
2 - Valeur technique	50.0
2.1 – Qualités techniques, autonomie et caractéristiques du véhicule par rapport à la demande formulée par Vitré Communauté	20.0
2.2 – Kilométrage du véhicule	10.0
2.3 – Délai de livraison	10.0
2.4 – Délai de garantie	5.0
2.5 – Qualité du service après-vente	5.0

Pour le lot 2, ces critères sont les suivants et sont ainsi pondérés :

Critères (lot 2)	Pondération
1 - Prix (véhicule + frais annexes)	50.0
2 - Valeur technique	40.0
2.1 – Qualités techniques et caractéristiques du véhicule par rapport à la demande formulée par Vitré Communauté	10.0
2.2 – Kilométrage du véhicule	10.0
2.3 – Délai de livraison	10.0
2.4 – Délai de garantie	5.0
2.5 – Qualité du service après-vente	5.0
3 – Performances en matière énergétique et protection de l'environnement (émission de CO₂ par km, consommation moyenne en L sur 100 km)	10.0

Discordance relative aux prix

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme étant non cohérente.

7.2 - Analyse des candidatures

En application de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer la situation juridique des candidats ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Les garanties et capacités techniques et financières ;
- Les références professionnelles.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

7.3 – Négociation éventuelle

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique et au vu de l'analyse technique et financière des offres, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer immédiatement le marché, sans négociation, compte tenu du niveau satisfaisant tant qualitatif que financier de la proposition la mieux classée.

Il pourra également, dans son intérêt, juger opportun d'engager une négociation. Le cas échéant, les candidats concernés en seront avisés par écrit.

Les candidats sont donc informés que l'organisation d'une négociation n'est qu'éventuelle. Ils sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres, et pourront, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails confirmés par courriers, ou si nécessaire donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à l'établissement d'un compte-rendu ou d'un relevé de conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

Faute d'envoi d'une nouvelle offre après négociation et dans le délai imparti, l'offre initiale sera considérée comme définitive et sera jugée en fonction des critères définis au présent règlement de consultation.

7.4 – Attribution des marchés

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre au stade du dépôt de celle-ci.

En tout état de cause, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard lors de l'attribution du marché.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les pièces visées aux articles R. 2143-7, R. 2143-8 et R. 2143-9 du Code de la commande publique, à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par Vitré Communauté ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ;
- Pour les entreprises soumises à cette obligation, une attestation d'assurance décennale ;
- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.

L'attributaire déposera ces attestations sur la plateforme en ligne sécurisée accessible gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiqué depuis l'adresse account@eattestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et qui sont toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire les mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 2141-11 du même code, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

8.1 - Adresses complémentaires et points de contact

Toute demande de renseignements complémentaires relatifs à la présente consultation doit impérativement être faite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, accessible à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard dix jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, cinq jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Il est rappelé aux candidats que leur identification lors du retrait du DCE est indispensable s'ils souhaitent être tenus informés des modifications et des correspondances qui y sont relatives (réponses aux questions posées par d'autres candidats, corrections des éventuelles erreurs, etc.) ainsi que des éventuels avis rectificatifs et déclarations sans suite.

8.2 - Langue

L'ensemble des documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur.

8.3 - Procédures de recours

Avant toute introduction d'un recours contentieux, les parties au contrat s'efforceront de trouver une issue amiable à leurs éventuels différends par le biais d'une transaction. Un protocole transactionnel sera rédigé par les services de la personne publique après concertation avec le titulaire.

Les parties disposent d'un délai de trois mois pour régler leurs différends à compter de la première réunion de conciliation provoquée par la partie la plus diligente.

Dans le cas où la transaction échouerait à l'issue de ce délai, tout litige afférent à la présente consultation relèvera de la compétence exclusive du tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte, CS 44416
35044 RENNES CEDEX
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet : <https://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal administratif de Rennes est seul compétent en la matière, même dans le cas où le titulaire serait une entreprise étrangère.

Sont ouvertes les voies de recours suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du même code ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, le Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics (CCIRA), organe chargé d'assurer le rôle de médiateur, peut être saisi afin d'éviter l'engagement d'une procédure contentieuse :

CCIRA de Nantes
DREETS des Pays de la Loire
22 Mail Pablo Picasso
44042 NANTES
Tél : 02 53 46 79 83
Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr